

# Quels frais de déménagement sont fiscalement déductibles au Luxembourg ?

## Réponse courte

Les **frais de déménagement** professionnellement motivés sont fiscalement déductibles au Luxembourg, soit comme **frais d'obtention** pour le salarié (article 105 LIR), soit comme **charges d'exploitation** pour l'employeur (article 45 LIR). Sont notamment couverts : les frais de transport des biens mobiliers, le voyage familial, l'hébergement temporaire (maximum 3 mois), les honoraires d'agence immobilière et les indemnités de résiliation de bail.

Sont expressément **exclus** les frais d'achat de mobilier neuf, les frais de notaire et toute dépense à caractère personnel. Chaque dépense doit être justifiée par des **documents probants** originaux. L'employeur doit assurer un traitement égalitaire entre salariés.

## Définition

Les **frais de déménagement fiscalement déductibles** au Luxembourg désignent l'ensemble des dépenses engagées lors d'un changement de résidence principale imposé par des **motifs professionnels**. Le principe fondamental selon l'article 105 LIR est que ces frais doivent présenter un lien direct et nécessaire avec l'activité professionnelle, notamment dans le cadre d'une expatriation.

## Conditions d'exercice

Pour être fiscalement déductibles, les frais de déménagement doivent répondre à des conditions de fond et de forme.

Type de condition	Détail
<b>Nécessité professionnelle</b>	Embauche, mutation, affectation, changement de lieu de travail
<b>Impossibilité de conserver l'ancien domicile</b>	À démontrer
<b>Lien professionnel exclusif</b>	Frais exclusivement ou quasi exclusivement liés aux motifs professionnels
<b>Justificatifs</b>	Documents probants originaux obligatoires
<b>Non-remboursement préalable</b>	Les frais ne doivent pas avoir été déjà remboursés sans imposition

## Modalités pratiques

Les frais déductibles et exclus sont clairement définis par la législation fiscale.

Catégorie	Frais déductibles
Transport des biens	Déménageur professionnel, location de véhicule, emballage
Voyage	Du salarié et de sa famille vers le nouveau domicile
Hébergement temporaire	Maximum 3 mois en attendant l'installation définitive
Agence immobilière	Honoraires pour la recherche d'un nouveau logement
Résiliation de bail	Indemnités contractuellement imposées
Raccordement	Services publics (électricité, gaz, téléphone)

Catégorie	Frais exclus
Mobilier neuf	Achat de mobilier ou d'équipement
Notaire	Frais pour l'acquisition d'un nouveau logement
Dépenses personnelles	Non liées au déménagement professionnel
Sans justificatifs	Frais non documentés

## Pratiques et recommandations

**Mettre en place une procédure formalisée** avec clause contractuelle ou avenant précisant les modalités de prise en charge est recommandé. L'employeur doit établir un système de collecte et d'archivage des justificatifs originaux et définir des plafonds de remboursement raisonnables.

**Assurer un traitement égalitaire** entre les salariés conformément au principe d'égalité de traitement et procéder à une validation humaine des dossiers de remboursement sont des pratiques essentielles. Les implications en matière de régime fiscal des impatriés doivent également être prises en compte.

Le salarié doit **constituer un dossier fiscal complet** distinguant clairement les frais professionnels des dépenses personnelles, conserver tous les justificatifs pendant la durée de prescription fiscale et déclarer les frais dans la catégorie appropriée.

## Cadre juridique

Référence	Objet
<b>Art. 105 LIR</b>	Définition et conditions des frais d'obtention du salarié
<b>Art. 45 LIR</b>	Déductibilité des charges d'exploitation de l'employeur
<b>Art. 12 LIR</b>	Exclusion des dépenses de train de vie privé
<b>Circulaire de l'ACD</b>	Précisions sur les frais d'obtention
<b>Circulaire de l'ACD</b>	Encadrement fiscal des dépenses d'embauchage international

La conformité fiscale repose sur la justification rigoureuse du caractère professionnel du déménagement, la documentation exhaustive des dépenses et le respect du principe d'égalité de traitement. L'administration fiscale vérifie particulièrement le lien économique entre les frais et l'activité professionnelle.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.